

Le 20 août 2014

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du samedi 21 juin 2014 à BOBIGNY.

Participants à l'assemblée du 21 juin 2014 dans les locaux de « Via le Monde »:

▪ **Adhérents présents (31 le matin, 24 l'après-midi, 7 procurations pour l'après-midi)**

ABELA Marie-Thérèse, BARRY GANDHI Valérie (pp), BEAUDOUX Étienne (pp), BLEU Alain, BOURGEAT Joëlle, CANDIO André, CHASSOT Mathilde, CLAMAGIRAND Bernard, COLIN de VERDIÈRE Michel, CRESPI-REGIHZZI Olivier, DEJEAN Jacques (pp) 1, DJOGO DABO Ussumane, FAIZANT Marc, FOFANA Doulo, FOURD Jean-Paul, HARKOUK Arezki (s)2, HYON Bernard, JAMET Sylvain, KAMISSOKO Sadio, LAFRÉCHOUX Mathieu, LATOUCHE Emmanuelle, LESPINATS Christian (pp), LEVY Marc, LOGIÉ Gérard, MONTHÉ Francis, NDIAYE Daouda, RICARDOU Raphaël (s), SARAMBOUNOU Mamadou, THIERRY Benoît (pp), THIERRY Catherine (pp), YATERA Samba (s)(pp).

▪ **Adhérents France absents ayant donné procuration (19)**

CASALEGNO Roger, CELLIER Guillemette, CELLIER Jean, de SENNEVILLE Jean, de la CROIX Dominique, DHENAIN-VERBRUGGHE Ginette, DOICESCU DE ROUVILLE Cécile, DUBOIS Marc, DUBOIS Véronique, DUMONT Bernard, GARCELON Sophie, GOMES Patrick, LE MASSON Chantal, LE MASSON Jean-Luc, LESUEUR Marie-Ange, MULLER Élisabeth, PARELLE Michel, RULETA Mickaël.

▪ **Adhérents Afrique absents ayant donné procuration (36)**

AGUIBOU DIABLE Touré, BÂ Hadjaratou, BADJI Abdou Hadji, BOUNA CAMARA Aminata, CAMARA Amara, CAMARA Sebo, CISSÉ Moussa, DIA Abdoul, DIAGANA Seybane Sidi, DIARRA Mamadou, DIATTA Sekou, DIOPE Fama, DOUCOURÉ Mody, FADÉ Mamadou, GANDEGA Gaye, GANDEGA Saloum, KANOUTÉ Moustapha, MANÉ Abdou Seydou, MANÉ Mamadou Bouna, MANGO Augusto, MBEZELE Raymond Owond, NDIAYE Tacko, OULD KABER Mohamed Mahmoud, OULD NAH Mohamed Ahmed, SAKHO Baganda, SAKHO Mamadou, SISSOKO Mariam, SY Mamadou, SOW Doro, SOW Oumar, THIAM Demba, THIOYE Ibrahima, TOURÉ Diabé Fousseinou, TRAORÉ Ibrahima, YATERA Boude Birame, YERO Mamadou.

▪ **Autres salariés présents non adhérents (16)**

BLONDY Emilie, CAMARA Lamine, CASALEGNO Pauline, DZOMO Romuald, EINHORN Lou, GASSAMA Boubakary, HARATSI Stelios, LECOQ Yvan, LE MASSON Olivier, METTAHRI Sanae, NDIAYE Martine, NECKA NIONG Ava, PIQUION Maya, SAGUEZ Isabelle, SO Halimata, SOUMARÉ Almamy,

▪ **Présents non adhérents (2)**

DIALLO Ahmadou, KOUNDOUR Bocar (FADERMA)

¹ (pp) indique un adhérent présent à l'AG mais votant par procuration du fait d'une absence excusée lors du scrutin.

² (s) indique un salarié du GRDR également adhérent

Programme et ordre du jour :

- 1) Présentation des activités du Grdr en France en 2013
- 2) Mot d'ouverture du Président
- 3) Présentation du rapport d'activité
- 4) Présentation du rapport moral
- 5) Présentation du rapport financier : comptes 2013, budget 2014, barème des cotisations 2015, intervention du commissaire aux comptes
- 6) Échanges avec les adhérents sur l'activité et les finances.
- 7) Vote des résolutions
- 8) Élections au conseil d'administration.

DÉROULEMENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1) Présentation des activités du Grdr en France en 2013

La matinée est consacrée à la présentation des activités du Grdr en France par les salariés en présence de partenaires engagés dans l'action sur les territoires. Cette présentation donne ensuite lieu à un échange entre adhérents et salariés qui se poursuit de manière plus informelle lors du déjeuner organisé sur place.

2) Mot d'ouverture de l'AG ordinaire par le Président.

- ✓ Le président remercie les adhérents pour leur présence ; il marque son regret de n'avoir pu faire participer à l'AG des adhérents venus d'Afrique faute de moyens ; il présente les excuses de la secrétaire du bureau Élisabeth Muller retenue par l'AG d'une autre association ; en son absence, Alain Bleu et Emmanuelle Latouche assurent le secrétariat de l'AG.
- ✓ Le président salue la mémoire des anciens du Grdr :
 - Jacques Dubois, décédé le 1er juin, créateur du GRED en 1975 avec lequel il a voulu poursuivre l'œuvre du Grdr et dont les activités ont été transférées au Grdr suite à sa dissolution. Bernard Hyon communique 3 témoignages, ceux de Baganda Sakho, Assane Dione et Kader Tandia, puis Mamadou Sarambounou apporte son propre témoignage.
 - Paul Schrupf, président d'honneur
 - Malique Gomes, ancien administrateur.
- ✓ Le président présente l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire

3) Présentation du rapport moral par le Président, Michel Colin de Verdière

- ✓ Le président s'attache tout d'abord à définir quelques éléments contextuels ; il souligne que les 45 ans de l'association sont l'occasion de prendre du recul autour du triptyque « migration, citoyenneté, développement »
 - Migrations : le Sahel a désormais 3 fois plus d'habitants qu'il y a 45 ans, qui n'y vivent pas plus mal qu'à l'époque et la France n'a pas connu « d'invasion » pour autant : le rythme des migrations est resté stable.
 - Citoyenneté : malgré les taux d'abstention aux élections européennes, les citoyens ne sont pas vraiment contre l'Europe. Le problème demeure d'une construction d'une politique européenne commune sur les migrations.
 - Développement : on est passé d'une vision où le Nord doit aider le Sud à une vision « double-espace ». Le Grdr est précurseur dans une vision globale des ODD, des biens

communs à partager (biodiversité, climat). Le monde a considérablement changé en 45 ans, avec par exemple le développement de la téléphonie mobile, d'internet, le changement des paradigmes.

- ✓ 2013 a vu renaître les espoirs dans le monde des ONG en France avec un dialogue renoué et la loi d'orientation, mais comme le rappelle le Président de Coordination Sud, l'Aide Publique au Développement a baissé de même que la qualité de l'aide. Le retour de la sécurité apparaît maintenant comme le premier enjeu de la relation franco-africaine
- ✓ Concernant le Grdr, parmi les motifs de satisfaction, l'association se porte mieux que l'an dernier.
 - Le Grdr repose sur un véritable projet associatif partagé repris dans la Charte
 - En 4 à 5 ans, il a été possible de reconstruire de nouveaux statuts dont l'actualisation et la refonte étaient une nécessité.
 - Sur le plan du fonctionnement, l'organisation est plus rationnelle et performante, mais il reste à la faire vivre dans les territoires.
 - Il faut aussi faire vivre la base associative, en rendant des services aux adhérents : le site internet est plus riche et permet de diffuser les résultats et de mieux nous faire connaître.
 - L'investissement du Grdr dans les collectifs restait faible jusqu'à récemment. Nous nous sommes réinvestis beaucoup plus fortement dans les collectifs ces dernières années : Coordination Sud, le Groupe Initiatives, le CRID, le CFSI.

4) Présentation du Rapport d'activités par le Directeur Exécutif, Arezki Harkouk.

- ✓ Une partie du rapport a été présentée le matin de l'AG (avec volet France de celle-ci), ce qui donne l'occasion de s'attarder maintenant sur l'Afrique de l'Ouest
- ✓ Le RA 2013 est structuré en quatre parties :
 1. Alimentation : ressources naturelles et sécurité alimentaire
 2. Mobilité et citoyenneté
 3. Des OMD aux ODD quelle place pour l'EAD ?
 4. Urbanisation des territoires ruraux : opportunités et problèmes

4.1. Témoignage sur le forum de St Louis qui s'est tenu 28 au 30 avril 2014 à l'université Gaston Berger:

- ✓ Il a rassemblé plus de 200 personnes venues du BFS, de Guinée et Guinée Bissau, d'Algérie, d'Europe et du Canada : des autorités locales, des organisations sous-régionales, des acteurs de la société civile (OSC), des universitaires et chercheurs et des associations de migrants, dont le FORIM et une entreprise multinationale d'exploitation minière. 34 ateliers se sont tenus pendant 3 jours.
- ✓ Il en ressort la conviction que :
 1. Les territoires sont en mouvement et les politiques de décentralisation, aussi imparfaites soient-elles, ont permis l'émergence d'autorités locales dont la légitimité ne cesse de se renforcer. Ces autorités à la tête des collectivités locales ont un projet et un discours mature et assumé. Le transfert des ressources (financières et humaines) reste cependant le point de basculement qu'il faudra réaliser pour donner une impulsion certaine aux projets des collectivités territoriales (CT). Une alliance objective entre CT et société civile est apparue comme nécessaire pour convaincre les Etats et leurs partenaires financiers d'aller de l'avant et de faire de la décentralisation le levier par excellence de gouvernance citoyenne durable des territoires et de lutte efficace contre toutes les formes d'inégalités et de pauvreté;
 2. Le BFS est à la fois un « centre et une périphérie » entre la façade atlantique (Dakar et Conakry et Nouakchott) et l'intérieur du continent (Bamako). Au-delà de sa vocation agropastorale, le BFS s'est révélé être un bassin minier majeur, dont les activités d'exploration et d'exploitation ne cessent de croître : les débats ont porté sur la connaissance des codes miniers et/ou des contrats miniers par les CT et la SC. Des propositions sont formulées notamment autour de la mise en réseaux des CT minières par exemple dans la région de Kayes afin de nouer un dialogue « responsable » avec les entreprises minières pour en faire un levier

de développement économique locale. L'orpillage traditionnel soulève également beaucoup de questions tant positives (redistribution, économies locales) que négatives (insécurité, pandémies, pollutions). Enfin, la coopération territoriale est venue fortement relativiser la question des conflits locaux et transfrontaliers et révèle une volonté générale d'aller de l'avant vers une intégration sous-régionale. L'OMVS, organisation sous régionale, représentée à ce forum a fait l'objet de débats vifs, notamment sur les questions de l'aménagement du fleuve et de l'électrification qui ne profite pour l'instant qu'aux capitales. L'OMVS est cependant reconnue comme une des coopérations sous régionale les plus concrètes de ces 50 dernières années, même si son appropriation par les acteurs du BFS reste posée, et devra faire l'objet d'efforts collectifs (États et OMVS), pour s'incarner au niveau local, et contribuer aux côtés des populations riveraines, à un aménagement et une gestion durable du fleuve, au service des du développement économique des 4 États.

3. Territoire de départ, le BFS est certainement plus que jamais un territoire d'accueil. Il est animé et façonné par la mobilité humaine. Cette mobilité constitue le vecteur essentiel de l'ouverture de ce territoire sur le monde. Elle est reconnue avant tout comme une richesse qui irrigue tous les aspects socioéconomiques et culturels du BFS. L'Espace Migration et Développement à Kayes (EMDK), espace original de concertation multi acteurs, qui s'est approprié ce débat dans sa dimension politique et citoyenne s'attache maintenant à répondre à la question de l'accueil des migrants sous régionaux dans le respect de leur dignité et des droits humains. Ce concept tend à essaimer avec l'appui du Grdr en Mauritanie et en Guinée-Bissau.

Pour rappel ce forum clôture le programme d'appui au développement local et à la coopération territoriale (PAIDEL-CT). Un travail initié depuis le début des années 2000 autour de la maîtrise locale de la décision et de l'action. La concertation, maître mot de ce travail - parfois critiqué-, vise à faire émerger des projets de territoire appuyés sur des dynamiques collectives, animés de vrais questionnements sur la gouvernance locale et le développement local. Les populations du BFS sont souvent très conservatrices, mais ouvertes sur le monde. Le BFS se révèle un pôle économique, un véritable bassin d'emploi sous-régional, Donner une suite à ce travail à partir de 2015 sera notre priorité.

4.2. Actions, activités

- ✓ La création du pôle littoral a été traitée lors de l'AGE de février 2014. Yvan Le Coq, coordinateur du pôle ici présent nous fera un point sur l'état d'avancement des activités.
- ✓ La sécurité alimentaire occupe encore beaucoup nos équipes avec notamment :
 - Des aménagements des eaux de surface a vocation agricole et antiérosive en lien de plus en plus avec les enjeux d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique (ex : des actions en cours dans la commune de Bouilly en Mauritanie sur financement du CILSS et du FFEM) ;
 - La réflexion sur la biodiversité semencière dans le BFS nous apprend que le patrimoine génétique est encore très riche (plus de 100 variétés de sorgo citées dans la seule région de Kayes) et qu'il nous appartient de soutenir les pratiques locales de diffusion.
 - L'accompagnement et le renforcement des filières agricoles depuis le diagnostic jusqu'à la commercialisation on passant par la production. C'est le cas par exemple pour la filière banane au Mali ou la patate douce en Mauritanie.
 - Enfin des actions de post-urgence et sécurité alimentaire cette année au Mali avec un appui aux familles déplacées du Nord dans les régions du Sud (Kayes, Kolikoro, Sikasso) suite à la crise au Nord. Ces régions accueillent 11% des réfugiés et sont peu appuyées par des ONG humanitaires d'urgence. Avec l'appui financier de l'Ambassade de France et de la Fondation de France le Grdr a apporté un appui à plus de 1000 familles en kit alimentaire et sanitaire pendant la période de soudure (hivernage 2013) comme il a accompagné la relance agricole dans les villages où séjournent les familles déplacées (distribution de semences et de matériels agricoles) ;
 - En résumé, la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest est cependant confrontée à la question foncière qui bloque l'essor du monde rural. L'innovation dans le monde agropastoral est encore nécessaire

- ✓ La réalisation d'infrastructures d'adduction d'eau potable en Mauritanie et au Mali dans le cadre de la facilité-eau de l'UE avec des cofinancements AFD, Agences de l'eau (Loire Bretagne et Seine Normandie) et la coopération décentralisée (Région Centre, Plaine Commune). Un important volet assainissement est adossé à ces actions dans tous le BFS. Le Grdr est également retenu comme opérateur sur l'assainissement par la coopération bilatérale japonaise au Sénégal et par la BAD en Mauritanie.

4.3 Sur le plan du plaidoyer politique, le Grdr s'est positionné :

- ✓ Pour l'agriculture familiale, l'entrepreneuriat agricole et familial, pointant les besoins encore d'innovation, la nécessité de la conquête des marchés urbains et la promotion du consommateur local et enfin la protection au moins des filières vivrières telles que le sorgho et le riz.
- ✓ La décentralisation est plus que jamais le levier à actionner pour garantir une mobilisation et une redistribution des richesses et lutter efficacement contre la pauvreté. Les questions sécuritaires ne doivent pas remettre en cause les dynamiques locales enclenchées ; bien au contraire, il faut les renforcer pour garantir une gouvernance citoyenne et durable des ressources naturelles. C'est également par elles que s'élaboreront des projets de territoire ayant le souci du vivre-ensemble et de paix.

4.4 Partenariats, réseaux et publications

- ✓ Le Grdr n'agit quasiment jamais seul. Il est co-porteur, co-opérateur au niveau local et actif dans les réseaux nationaux.
- ✓ En plus de ce qu'a cité le président dans son rapport moral, il est fait part d'un chantier important réalisé en 2013 au sein du GI : les journées Afrique sur le « partenariat au cœur des enjeux de territoire » préparées à St Louis, Bamako et Lomé et restituées à Ouagadougou en octobre 2013 en présence des partenaires et des équipes de terrain impliqués et des directions des membres du GI. Le Grdr a proposé et animé ce chantier dans le cadre du projet Traverses avec le soutien important d'un comité de pilotage composé du GRET et AVSF. Ce travail a ouvert de nombreux champs de réflexion et alimenté fortement les questionnements sur nos identités et nos modes d'organisation. Des temps sont programmés pour restituer ce travail à l'AFD et nos pairs en France.
- ✓ Le Grdr a produit des guides, quoique modestes, « accessibles » à notre public. L'Atlas du Sud-Est mauritanien – est d'un bon niveau et devra rester notre standard à moyen terme.

4.5. Organisation : Deux pôles et des défis

- ✓ Le choix de créer deux pôles en Afrique de l'ouest a été la nouveauté de 2013. La réorganisation de la direction Afrique installée auparavant à Bamako en un pôle Sahel et un pôle littoral. Noter également la représentation du Grdr dans les capitales Bamako, Nouakchott et Dakar.
- ✓ Il est rappelé que le pôle littoral a été présenté lors de l'AGE de février par Yvan Lecoq. Pour rappel encore, la cellule de Casamance a été ouverte en 1988, suite à des sollicitations de ressortissants de la région. Depuis 2000, deux volets ont été travaillés : l'aménagement rural et l'appui à certaines filières agricoles, « main dans la main » avec les migrants. Puis une antenne a été ouverte en Guinée Bissau en 2009.
- ✓ 2013 a été une année de transition, qui a amené le Grdr à concevoir un grand programme relatif à la gouvernance citoyenne des ressources naturelles.
- ✓ L'équipe insiste sur les similitudes du pôle littoral avec le BFS : questions transfrontalières, nombreux échanges de biens et de personnes, montée de nouveaux secteurs économiques (tourisme, secteur minier avec des produits comme le zircon, le phosphate), la confirmation de l'importance des ressources halieutiques et forestières. Ce sont aussi des territoires d'émigration devenus territoires d'accueil, dans lesquels se posent des questions d'urbanisation avec l'importance grandissante des centres urbains secondaires.
- ✓ Pour le Grdr, deux enjeux concernant ce pôle :
 1. Produire de la connaissance sur ces régions, comprendre les changements, aboutir à un atlas qui contribuera à étayer notre plaidoyer.
 2. Mener un programme de réflexion et de prospective à Cachungo, qui est la troisième ville de la Guinée Bissau, sur la filière habitat durable et l'accès des jeunes à l'emploi - par exemple dans le secteur BTP ou dans les services dans les quartiers- et anticiper les évolutions de la ville. Le Grdr aura à se rapprocher des organisations de la diaspora bissau-guinéenne, mais

- aussi guinéenne, car une antenne pourra sans doute être créée prochainement en Guinée.
- ✓ La création des pôles ne doit pas remettre en cause l'unicité du Grdr pour lequel il existe maintenant un enjeu d'animation thématique, un rapport de cohérence entre le BFS et le pôle littoral à consolider.

5) Présentation du Rapport financier par le trésorier et intervention du Commissaire aux Comptes

- ✓ Les comptes de l'association sont présentés par le trésorier, Francis Monthé. La directrice financière, Isabelle Saguez, répond aux questions posées par les adhérents.
 - Le Grdr a pu bénéficier d'une reprise de l'activité en 2013 (+13%) avec un budget réalisé de 3,9 millions€ en 2013 et 4,2 millions€ prévus en 2014
 - Sur le plan de la répartition géographique, le pôle littoral est à 8%, le BFS reste fondamental avec 69% alors que l'activité France passe à 23 %. La croissance de l'activité en Île-de-France et dans le Nord-Pas-de Calais a permis de compenser les difficultés de l'antenne de Normandie (perte estimée à 65k€)
 - Les financements privés sont en augmentation, les financements internationaux représentant 45%, et les financements publics restant stables à 35%.
 - Le résultat 2013 est légèrement excédentaire : on peut considérer que les comptes sont en fait à l'équilibre. La reprise des actifs du GRED a été intégrée dans les comptes. Le Grdr continue donc de stabiliser et de sécuriser son activité. Le niveau des commandes garantit l'activité 2014-2015 de manière acceptable avec 6.5 millions d'euros de produits constatés d'avance. La nécessité de consolider nos fonds propres, bien qu'ils soient légèrement positifs, est une évidence et un objectif qui reste d'actualité
- ✓ Le trésorier présente le barème des cotisations 2015 tel que proposé par le CA à l'AG
 - Cotisations France

✚ Cotisation réduite (étudiants, demandeurs d'emploi...)	10 €
✚ Cotisation normale :	30 €
✚ Cotisation de soutien :	100 €
 - Cotisations Afrique

✚ Cotisation normale :	1 000 FCFA ou 500 UM ou 1,5 €
✚ Cotisation intermédiaire :	3 000 FCFA ou 1500 UM ou 4.5 €
✚ Cotisations de soutien :	10 000 FCFA ou 5 000 UM ou 15 €
- ✓ Monsieur le Commissaire aux comptes, Christophe Beth, analyse les comptes du Grdr et leur évolution et donne lecture de son rapport. Il certifie les comptes du Grdr sans réserve.

6) Echanges et débat

Un temps d'échange est ouvert et le Président donne la parole aux adhérents qui présentent leurs remarques et posent leurs questions.

- ✓ Des éléments de satisfaction mis en exergue
 - L'équipe sortante est félicitée pour avoir engagé le Grdr dans la sortie de la situation difficile qu'il a connue dans le passé
 - Des remerciements sont adressés au CAC ainsi qu'à Isabelle Saguez et à son équipe
 - Des félicitations sont adressées pour la qualité des documents fournis aux adhérents avant l'AG (finances, activités ...)
- ✓ Les questions s'organisent autour de plusieurs thèmes
 - La question territoriale
 - ✚ Pour le prochain rapport d'activité, la présentation des programmes pourrait donner des indicateurs de résultats et des niveaux d'avancement. Pourquoi ne pas opter pour une présentation par territoire ?
 - ✚ Quel impact de la réforme territoriale et de la baisse des budgets publics territoriaux en France pour notre activité ?

- ✚ Il a été largement question des zones d'activité, BFS et pôle littoral, et c'est la confirmation que la notion de territoire a du sens. Pourquoi ne pas relier nos activités autour des 2 notions de territoire et d'interdépendance de manière plus imbriquée et pour valider des prises de position fondamentales ?
- ✚ La question du financement de la décentralisation est aussi posée, ici et là-bas.
- La question financière
 - ✚ Existe-t-il des créances douteuses et si oui qu'en est-il ? Quelles sont nos fragilités ?
 - ✚ Quelles perspectives ?
- La vie associative : comment mieux mobiliser les adhérents ?
- ✓ Les éléments de réponse
 - Concernant la réforme territoriale,
 - ✚ Nous ne disposons d'aucune visibilité ; l'Ile-de-France maintient ses engagements et la région Centre aussi, mais la baisse des ressources inquiète. Au Sénégal, le financement du programme Sécurité Alimentaire Dakar est en attente à cause de la réforme issue de la l'Acte 3 de la décentralisation. La région de Dakar disparaît pour un nouveau pôle de compétence.
 - ✚ Le point de vigilance sur la réforme territoriale et les conseils régionaux est justifié, car il y a de quoi s'inquiéter dès 2015 et 2016 : pourquoi ne pas penser à des conventions pluriannuelles ? Déjà, hors réforme territoriale, les collectivités voient leurs financements évoluer à la baisse. Le NPDC n'ouvrira pas de nouveaux chantiers.
 - ✚ Le Grdr et les territoires,
 - Nous pourrions revenir en 2014 à une présentation géographique du RA
 - Un atlas sous-régional du BFS basé sur la déconstruction des idées reçues est en cours et nous travaillons sur la notion de territoires solidaires
 - Un label « territoires solidaires » est en réflexion avec l'Ile-de-France comme label d'animation des territoires, pour avoir aussi un outil permettant de confirmer les interdépendances.
 - Le Grdr a toujours défendu la position de la coopération décentralisée sur les enjeux de migration et de territoires solidaires
Nous sommes à un moment stratégique concernant l'alliance élu-citoyen pour équilibrer certaines postures
 - Concernant les finances, la situation reste fragile.
 - ✚ À propos des créances douteuses, la question est maîtrisée et les démarches nécessaires ont été entreprises pour recouvrer des fonds en attente parfois depuis plusieurs années.
 - ✚ Il faudra maintenir un suivi beaucoup plus serré pour pouvoir anticiper. Par exemple en Normandie, des licenciements auraient dû être faits plus tôt alors que la baisse des financements était connue. L'économie des postes doit donc être assurée en début d'année.
 - ✚ Des outils de suivi ont été mis en place pour limiter les retards d'encaissement.
 - ✚ Les fonds propres seront remontés, la marge devrait être significative en considérant l'apport des salariés (11000 à 12000 euros), et les dons de leurs proches.
 - ✚ Dons et cotisations : 2500 à 3000 € en cotisations, 7000 à 8000 € en dons. Pourquoi ne pas proposer un prélèvement automatique aux adhérents ? y compris avec une mensualisation du don ?
 - ✚ Il serait bienvenu que les adhérents consentent au Grdr des apports associatifs avec droit de reprise pour consolider les fonds propres, un apport associatif qui permette de renforcer la trésorerie comme l'ont fait les salariés. En termes d'image, ceux des salariés ont un impact significatif vis-à-vis des partenaires.
 - Concernant la vie associative
 - ✚ Il existe à l'évidence une difficulté à impliquer les adhérents. Une des faiblesses est de ne pas savoir associer la base associative alors que des savoirs existent et permettraient d'avancer. Il faut donc s'engager sur la refonte du dialogue avec les adhérents, appuyé notamment sur le duo site web - lettre périodique
 - ✚ Il est proposé de produire des notes de positionnement à partager avec les adhérents pour aller au-delà de la seule lettre périodique.

7) Vote des résolutions

1ère résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve à l'unanimité le rapport d'activités 2013.

2ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et débattu, approuve à l'unanimité le rapport moral 2013.

3ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association, après en avoir pris connaissance et avoir entendu le rapport du commissaire aux comptes, approuve à l'unanimité les comptes 2013.

4ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association approuve à l'unanimité l'affectation du résultat 2013 de +7 606 € au compte de report à nouveau de telle sorte que le nouveau montant des fonds associatifs passe à +65 934 € au 31 décembre 2013.

5ème résolution

L'assemblée générale ordinaire des membres de l'association adopte à l'unanimité moins une abstention le barème des cotisations pour 2015.

6ème résolution

Conformément aux précédentes résolutions, l'assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne à l'unanimité quitus de sa gestion au conseil d'administration pour l'ensemble de sa gestion de l'exercice écoulé.

7ème résolution

Suite aux élections au conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire des membres de l'association donne pouvoir au porteur pour effectuer les déclarations légales de changement dans l'administration du GRDR auprès de la préfecture de Bobigny.

8) Élections au CA : présentation des 10 candidats, vote et résultats.

- ✓ Les candidats à l'élection au CA se présentent à l'assemblée et ceux qui sont absents pour cause d'éloignement ou d'indisponibilité sont présentés par le Président ou un autre membre du CA
- ✓ Six membres sortants sollicitent le renouvellement de leur mandat
 - Alain BLEU
 - Mathilde CHASSOT
 - Mathieu LAFRÉCHOUX
 - Francis MONTHÉ
 - Daouda NDIAYE
 - Mamadou SARAMBOUNOU
- ✓ 4 nouvelles candidatures au CA ont été reçues et sollicitent les suffrages des adhérents
 - Abdou Hadji BADJI
 - Ussumane DJOGO DABO
 - Seybane Sidi DIAGANA
 - Patrick GOMES

- ✓ Votants et procurations
 - Votants présents au moment du vote : 22
 - Nombre total des procurations : 62
 - Nombre de procurations recevables confiées à des votants présents : 49
 - Nombre de procurations non recevables³ : 13
- ✓ Les résultats du vote sont les suivants :
 - Votants : 71
 - Blancs : 1
 - Suffrages exprimés : 70

➡ *Ont obtenu :*

Candidat	Nombre de voix	Election
▪ Alain BLEU	68	Élu
▪ Abdou Hadji BADJI	70	Élu
▪ Mathilde CHASSOT	69	Élu
▪ Ussumane DJOGO DABO	70	Élu
▪ Seybane Sidi DIAGANA	70	Élu
▪ Patrick GOMES	65	Élu
▪ Mathieu LAFRÉCHOUX	65	Élu
▪ Francis MONTHÉ	69	Élu
▪ Daouda NDIAYE	70	Élu
▪ Mamadou SARAMBOUNOU	65	Élu

Présidente du bureau de vote
Isabelle SAGUEZ

Assesseurs du bureau de vote
Sanae METTAHRI
Francis MONTHÉ
Maya PIQUION

La séance est levée à 17 heures
A Bobigny

Le Président
Michel Colin de Verdière

Les secrétaires de séance
Emmanuelle Latouche Alain Bleu

³ Les procurations non recevables sont toutes des procurations nominatives confiées à des mandataires absents à l'AG ou au moment du vote.